

Projet de loi « Création et Internet » Les droits d'auteur des journalistes sacrifiés ?

Deux députés UMP, Mme Marland-Militello et M. Kert, viennent de déposer un amendement au projet de loi « Création et Internet » concernant les droits d'auteur des journalistes. L'amendement a été adopté par la commission des affaires culturelles à quelques jours du réexamen du projet de loi à l'Assemblée nationale.

L'amendement, qui ressemble étrangement à celui qui avait été déposé au Sénat par M. de Broissia en plein cœur de l'été, reprend tous les arguments patronaux exposés par le SPMI et le SPQR dans le rapport de Mme Giazzi et au cours des Etats généraux de la presse écrite. C'est à dire qu'il répond à toutes les exigences patronales et, au bout du compte, nie les nécessaires protections sur les œuvres des journalistes dans un contexte de marchandisation de l'information.

Il organise une cession des droits aux employeurs sans reprendre les garanties et contreparties prévues dans le Livre Blanc : cession des droits en contrepartie du salaire à la seule publication de presse et pour une périodicité limitée, nouvelle rémunération au-delà de cette période, barème minimal de pigne pour l'image fixe et distinction entre les œuvres de commande et les œuvres préexistantes.

Les Assises de la Création Salariée, réunissant les syndicats de journalistes (SNJ, SNJ-CGT, USJ-CFDT, SJ-CFTC et SJ-FO), des associations de photographes (FreeLens, UPC), et les sociétés d'auteurs (SCAM et SAIF), tiennent à rappeler les engagements du Président de la République de soutenir le projet de loi élaboré par des représentants des journalistes et des représentants d'éditeurs en présence des sociétés d'auteurs dit « Livre blanc ». Ce projet de loi est le compromis ultime auquel ont abouti les deux parties.

Le Livre blanc est un projet équilibré qui prend en compte et s'attache à respecter les intérêts de chacun dans le nouvel environnement numérique.

Les membres des Assises de la Création Salariée seront très attentifs à l'attitude du gouvernement et au contenu de l'amendement qu'il doit lui-même proposer, comme il s'y est engagé devant eux. Ils s'opposeront fermement à tout amendement, rompant l'équilibre que les représentants des journalistes et les représentants des éditeurs de presse ont su dégager.